



Objectifs du développement durable : une impasse pour l'économie sociale ?



Face aux enjeux de pauvreté mondiale, de dérèglements climatiques, d'inégalités sociales, de limites planétaires, l'Organisation des Nations Unies a mis en place les Objectifs du Développement Durable : les ODD en français, SDG en anglais. Cet outil international liste des objectifs à atteindre et donc, comme souvent, à mesurer, pour favoriser un développement économique, social et environnemental soutenable et juste. Toutes les sphères de la société sont invitées à participer à cet effort global.

Depuis quelques années, des organismes incitent les entreprises d'économie sociale à s'impliquer et à mesurer leurs efforts. Mais que se cache-t-il derrière ces ODD et quelle pertinence pour l'économie sociale de s'y impliquer ?

Le point de départ de ces ODD est d'éradiquer la pauvreté dans le monde. En effet, près de 10%¹ de la population mondiale est en situation d'extrême pauvreté (vivant avec moins de 2.5\$ par jour), dont plus de 60% de femmes. Si ce chiffre a fortement diminué ces trente dernières années, il reste trop élevé. Mais si on touche à ces seuils en disant par exemple qu'on est dans une situation d'extrême pauvreté quand on a moins de 4\$, le nombre de pauvres dans le monde augmente drastiquement. D'ailleurs, la Banque Mondiale en propose d'autres. Depuis 2018, elle a établi deux autres seuils de pauvreté : 3,65\$ par jour et 6,85\$/jour (moins de 200€ par mois). Pour ces seuils, les taux de pauvreté dans le monde sont respectivement de 25% et de 47%.

Si les chiffres de l'extrême pauvreté diminuent, ils ne disent rien des inégalités et du creusement des différences entre les personnes les plus riches et les personnes les plus pauvres. Les hommes détiennent 50 % de richesses en plus que les femmes. [Les 10 hommes les plus riches du monde détiennent plus que les 3,1 milliards de personnes les plus pauvres](#). Dans les pays riches, le taux maximum moyen d'impôt sur le revenu des particuliers a baissé : il était de 62% en 1970 et il a été divisé presque par deux pour atteindre 38 % aujourd'hui².

C'est quoi les ODD ?

En 2000, les 193 états membres de l'ONU adoptent les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)³. Ils sont au nombre de huit et l'horizon est de les atteindre pour 2015. La lutte contre l'extrême pauvreté est le premier de ces objectifs, comme pour les ODD.

En 2012, les Nations Unies organisent, comme tous les dix ans, le Sommet de la Terre pour discuter des enjeux climatiques et environnementaux. Lors de cette conférence internationale à Rio, les états membres de l'ONU décident d'élaborer de nouveaux objectifs de développement durable. Après trois ans de négociations impliquant les états et des organisations de la société civile, l'Assemblée générale de l'ONU fixe 17 Objectifs du Développement Durable pour 2030 en intégrant, dès le départ, un processus de revue internationale où chaque état peut venir présenter ses résultats. Les ODD sont une feuille de route pour repenser le devenir de la planète en intégrant les enjeux sociaux, environnementaux, économiques. Les objectifs fixent 169 cibles et 231 indicateurs chiffrés⁴.

Voici un exemple.

L'ODD 1 : éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.

- Une de ces cibles est :
 - 1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays.
- La cible 1.2 comprend deux indicateurs sur la base desquels les progrès sont mesurés. Ces deux indicateurs sont les suivants
 - 1.2.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté, par sexe et âge.
 - 1.2.2 Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays.



Une collecte de données sur base des indicateurs a été mise en place afin de faciliter la comparaison entre les pays et de suivre l'évolution des ODD. Chaque pays peut soumettre chaque année ou quand il le souhaite un Rapport national volontaire. La Belgique a présenté son second rapport en juillet 2023⁵. Il analyse les résultats du pays sur les différents ODD avec les forces et les faiblesses et donne également la parole à la société civile (ONG, fédérations patronales...), ce qui est fortement encouragé par l'ONU, dans une volonté d'impliquer au maximum l'ensemble de la société dans la démarche. L'organisation fédéralisée de la Belgique nécessite un gros travail de collecte et de compilation des données. La France ou l'Union européenne ont également présenté leur rapport en 2023.

Les critiques émises contre les ODD ?

Les ODD sont des objectifs louables. Mettre fin à l'extrême pauvreté, lutter contre la faim dans le monde, soutenir et développer des villes et des communautés durables sont des combats essentiels et donnent des perspectives inspirantes. Soutenir ces objectifs n'empêche nullement de prendre du recul par rapport à leur mise en œuvre et aux résultats engendrés depuis leur genèse. Nous soulevons quelques problèmes apparus depuis leur conception et leur mise en place.

Contradiction entre les ODD

La première critique épingle les contradictions entre certains ODD. Les principales cibles sont les ODD 8 (travail décent et croissance) et 9 (Industrie, innovation et infrastructures). Ces deux objectifs s'inscrivent dans une perspective de croissance verte même si les experts internationaux du climat ont démontré à plusieurs l'impossibilité de répondre aux enjeux environnementaux avec cette stratégie, notamment dans le dernier rapport du GIEC⁶. Cela signifie que l'innovation technologique (et l'ingénierie financière) ne permettent pas de lutter contre le réchauffement climatique, et encore moins de le faire sans creuser les inégalités.

Parallèlement, La capacité à répondre à l'ensemble des ODD en même temps est problématique et nécessite dès lors de fixer des priorités, à la carte, tout en négligeant les ODD les plus déterminant et/ou les plus urgents, nécessaires et utiles au plus grand nombre et à la planète. Par exemple, comment permettre à chacun d'accéder à l'eau potable, tout en réduisant la consommation d'eau et en favorisant la croissance.

Enfin, un même ODD peut avoir des contradictions en son sein. C'est par exemple le cas avec l'ODD 8. Favoriser un cadre de travail offrant des garanties en matière de droits sociaux, humains et de bien-être risque souvent de buter contre des objectifs de croissance.

Un cadre de pensée inchangé

Un second élément évoqué par diverses critiques concerne le cadre de pensée des ODD. Celui-ci est basé sur des cadres sociaux, économiques, de développement... qui sont au cœur de certains des problèmes qu'on rencontre aujourd'hui.

"Il existe des inégalités ancrées dans les modèles traditionnels de développement et d'économie, mais les ODD ne remettent pas en question ces modèles et appellent à un renforcement de la libéralisation du commerce au détriment des plus démunis matériellement. Au contraire, les ODD continuent à fonctionner dans le cadre du modèle contemporain et avec le paradigme que la croissance réduit la pauvreté, ce qui ne fait qu'accroître les inégalités existantes. Pour certains, les ODD négligent de transformer les structures économiques et sociales."⁷

En outre, ces cadres de pensée "commencent avec une préoccupation pour les chiffres et les mesures qui sont élevées au-dessus des qualités spécifiques du monde empirique qu'elle tente d'analyser".

La critique est donc de se demander s'il est possible de construire le changement à partir des idéologies, des cadres de pensée et des méthodes qui ont, en partie au minimum, provoqué les problèmes qu'on cherche à solutionner.

Trop généralistes

Les ODD sont basés sur des grands principes qui ne disent rien des moyens à mettre en œuvre. Prenons l'exemple du premier ODD sur la pauvreté. Si on considère que deux tiers des pauvres dans le monde sont des femmes, la lutte contre la pauvreté nécessite d'intégrer une dimension de genre qui apparaît pourtant peu dans les ODD et encore moins à l'intérieur de chaque ODD.

Pour comparer, on peut reprendre l'exemple de la paix. Des indicateurs trop généraux permettent de consacrer toute son énergie tout autant à des mesures de diplomatie, de renforcement des alliances et de soutien à la démocratie, qu'à des mesures d'armement sur base du principe "Qui veut la paix, prépare la guerre".

Quand on lit les ODD, on remarque tout de suite que des questions démocratiques fondamentales ne sont pas du tout abordées. On peut notamment penser à la liberté d'expression, à la liberté d'association, la liberté de la presse, des élections libres, certains droits pour les femmes, les personnes LGBTQI...

On peut évidemment argumenter que des indicateurs ne pourront être atteints que si on répond à d'autres droits humains, mais on voit que les ODD sont des compromis et qu'il est manifestement plus facile de se mettre d'accord sur des échanges économiques que sur le respect de certains droits humains.

Peu adaptés à la réalité diversifiée des contextes nationaux

La généralisation évoquée plus tôt est un corolaire de cette autre critique. C'est aussi la question des cadres de pensée déjà évoqués. L'amélioration de la situation de certains pays est réfléchi non sur base de ce qu'ils vivent et de la façon dont les populations veulent sortir de situations mais sur base de ce que des instances internationales, avec leurs méthodes, pensent qu'il faut faire. On ne part pas de la situation du terrain pour chercher des solutions, mais on décrète des réponses qu'on colle sur un problème sans réfléchir à des processus adaptés au contexte et aux populations directement concernées⁸.

Non contraignant

Les ODD sont des objectifs mais ils ne reposent sur aucun cadre contraignant. Ne rien faire, faire le strict minimum ou faire ce qui est en accord avec la politique déjà envisagée ne porte pas à conséquence. Il est alors difficile de pousser les acteurs étatiques à s'emparer pleinement des objectifs dans leur intégralité. On peut choisir de ne s'attaquer qu'aux problèmes qui arrangent, qui sont plus faciles pour ne surtout pas aborder les sujets qui fâchent ou les objectifs qui remettraient le plus en question le modèle économique, social, démocratique national ou international. Typiquement, on voit des pays, y compris la Belgique, prendre des décisions et puis vérifier comment les glisser parmi les ODD mais sans que les ODD aient servi de base de réflexion et encore moins de décision.

Financement ambigu

Trois problèmes principaux sont cités par le Secrétaire général de l'ONU concernant le financement des ODD : les promesses non tenues par les Etats notamment dans l'aide au développement et sur les engagements climatiques, l'absence d'efforts sérieux sur les dettes des pays en développement (baisse des taux, étalement, annulation...) et, enfin, l'absence de réforme de l'architecture financière internationale⁹. Les moyens consacrés spécifiquement aux ODD dans les pays riches sont en fait les moyens déboursés pour des mesures choisies en-dehors des ODD et, parallèlement, les promesses financières pour aider les pays moins riches ne sont pas débloquées, voire sont en diminution.

Mesurabilité discutable

Qui dit objectifs dit souvent indicateurs et mesures. 251 indicateurs de suivi, c'est tout autant une usine à gaz qu'un nombre ridicule au regard de la portée des ODD qui régissent un très grand nombre de matière. Il existe bien sûr une grande variabilité dans les indicateurs. Certains sont très précis, d'autres sont flous (supprimer et éliminer sont, par exemple, très différents de réduire, améliorer, augmenter...). Mais l'enjeu le plus complexe réside surtout et principalement dans l'accès à des données pertinentes pour un certain nombre de pays. Les pays en développement n'ont souvent qu'un nombre limité de données statistiques et il sera dès lors difficile de mesurer puis de comparer. Puis, bien sûr, il y a la question de ce qu'on met derrière certains concepts ou chiffres. Par exemple, la pauvreté est basée sur une somme proche des 2\$ par jour, mais tout changement à ce niveau (par exemple, mettre 2,5\$) et tous les chiffres sont à remettre en cause. Puis 2\$ par jour quand vous avez accès à une terre qui vous pouvez cultiver n'a pas les mêmes conséquences que 2\$ par jour quand vous vivez dans un bidonville en milieu urbain. Autre exemple, qu'est-ce la faim ? Peut-on réduire la faim à un nombre de calories bien défini et, si oui, sur base de quelles habitudes alimentaires ?

La mesurabilité devient alors très complexe voire un vœu pieu¹⁰.

Situation des ODD en 2023

Si des critiques ont été émises dès les premières discussions sur leur construction, y compris sur base des OMD qui ont précédé, leur mise en œuvre et leur déploiement sur le terrain suscite aujourd'hui encore inquiétudes et réflexions.

Tout d'abord, il y a le regard acéré et le dépit exprimé par les instances onusiennes elles-mêmes. António Guterres, dans une allocution le 17 juillet 2023, dit : *"Près d'un tiers des cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont au point mort ou enregistrent une régression. Or « ne pas tenir nos promesses sèmera les graines de la désillusion, de la méfiance et du ressentiment », [...] Au rythme actuel, il faudrait encore trois siècles pour parvenir à l'égalité des genres ; 600 millions de personnes seront encore enlisées dans l'extrême pauvreté en 2030. [...] Dès avant les bouleversements récents (COVID-19, crise climatique, conflits généralisés et invasion de l'Ukraine par la Russie), le monde n'était déjà pas bien engagé, a rappelé M. Guterres, faute de solidarité, d'ambition et d'un nécessaire sentiment d'urgence."*

Les instances ne critiquent pas le bien-fondé des ODD mais l'inaction dangereuse des Etats. C'est en soi une alerte sur la situation actuelle.

"Dans un article mis en ligne le 20 juin 2022 dans la revue Nature Sustainability¹¹, une équipe de chercheurs internationaux ont publié les résultats d'une méta-analyse de plus de 3 000 études scientifiques (publiées entre 2016 et 2021) portant sur les Objectifs de Développement Durables de l'ONU et leur mise en œuvre dans le cadre des politiques internationales, nationales et locales. Les chercheurs ont distingué les effets discursifs (par exemple lorsque les ODD sont simplement mentionnés dans des textes politiques), les effets normatifs (lorsque les textes politiques ou réglementaires s'alignent sur les ODD) et les effets institutionnels (lorsque l'objectif de l'atteinte d'un ou plusieurs ODD entraîne la création d'un programme ou d'un département ou comité dédié). Lorsque les trois effets sont cumulés, l'article parle d'effet transformatif."

*Cette étude conclut ainsi que des effets politiques et institutionnels ont bien été observés dans le monde mais **que ces effets sont très largement discursifs**, impactant ainsi la communication plutôt que l'action réelle. Les effets transformatifs des ODD sont ainsi très limités jusqu'ici, et il reste incertain de savoir si ces effets discursifs sont un signal d'une prochaine transformation profonde des politiques pour atteindre les ODD ou si ces effets resteront simplement de l'ordre du discours."*

Cette méta-analyse vient confirmer une autre critique entendue plusieurs fois sur la dimension descriptive des ODD et non prescriptive (on raconte ce que l'on fait, on décrit, plutôt que d'utiliser les ODD pour fixer de nouvelles décisions). Les Etats et d'autres acteurs, y compris des entreprises, semblent davantage mettre en place des politiques et des mesures pour faire ensuite rentrer les résultats dans les ODD sans que les ODD ne servent de boussole ou même de feuille de route sur ce qu'il faudrait faire.

La situation internationale sur les 17 ODD n'est pas brillante, comme le dit très bien le Secrétaire général de l'ONU. Cela ne signifie pas pour autant que rien n'est fait et que les choses n'avancent pas. C'est surtout sur les enjeux environnementaux que des progrès apparaissent. Même si c'est très très largement insuffisant, il faut reconnaître que des mesures sont prises sur des questions environnementales mais aussi sur certaines questions dans le domaine de l'égalité entre les hommes et les femmes et, par exemple, de plus en plus d'entreprises cherchent à réduire leur empreinte carbone voire à réfléchir à des produits qui soient réellement moins polluants ou à travailler sur la parité et l'égalité. Mais cela est-il le fruit des ODD ou d'autres facteurs y compris l'implication citoyenne et l'augmentation des effets des dérèglements climatiques ?

ODD et entreprises

Les icônes (voir ci-dessus) présentant les ODD dans un langage simplifié, coloré, aisément reconnaissable et appropriable n'est en fait pas le fruit d'une communication pensée et appartenant à l'ONU. C'est le fruit d'une entreprise de communication, Project Everyone, "non-profit" (non-marchande) anglaise, partenaire de l'ONU. C'est elle qui a incité, dans le langage à l'utilisation du terme "Objectifs globaux" plus aisé (Sustainable Development Goals en Global goals, supprimant en même temps la notion de développement durable), créé les icônes et simplifié les objectifs. La propriété de ces icônes et de ce vocabulaire leur appartient, et non pas à l'ONU. Il y a donc des droits d'auteur et de propriété individualisés pour des documents qui devraient être du domaine public.

"Dans ce qui semble justifié comme une simplification nécessaire aux fins de la communication, certains concepts essentiels pour parvenir à un consensus universel sont également perdus : l'objectif 12 sur les "modifications de la consommation et de la production durables" se traduit par "consommation et production responsables". L'objectif 16, conçu pour "promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives au service du développement durable, assurer l'accès à la justice pour tous et mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux" est transformé en « Paix et justice, institutions efficaces". Oui, le jargon de l'ONU est parfois tortueux, mais si le mot « inclus » était mentionné deux fois dans le titre, pourquoi le remplacer par "efficaces" ? Un appel en faveur d'institutions efficaces" sonnent-ils les mêmes cloches en tant qu'appel à la "gouvernance inclusive"?"¹²

Parallèlement, [Project everyone](#) a créé le site internet "[Global goals](#)". L'ONU est un des partenaires fondateurs de ce site de référence, mais l'institution n'est pas seule. En effet, le site internet de l'organisation précise que les chefs de file, en plus de l'ONU, sont notamment la Fondation Bill et Melinda Gates et Google et que les autres partenaires sont notamment Price Waterhouse Cooper (PWC), Unilever, Tik Tok... . De là à dire, pour certains, qu'on arrive à une privatisation du développement...

Cette situation n'est pourtant pas neuve. En 2000, Kofi Annan, alors Secrétaire général de l'ONU, créait le *Pacte mondial* (*Global compact* en anglais) : "*Un programme rassemblant des dizaines de multinationales – y compris des marchands d'armes comme Dassault, Thales ou encore Safran - autour de grands engagements volontaires sur les « droits de l'Homme »*"¹³. C'était le résultat du rapport du Secrétaire sur "*L'esprit d'entreprise et la privatisation au service de la croissance économique et du développement*". Les ODD sont un pas de plus vers le renforcement de cette alliance qui permet aujourd'hui à des entreprises privées lucratives de s'embarquer dans ce Pacte mondial et d'intégrer les ODD dans leur stratégie d'entreprises, quitte à dévoyer l'esprit des objectifs. Veolia qui soutient l'ODD 6 sur l'accès à l'eau potable en privatisant l'eau¹⁴, Crédit agricole soutient l'ODD 16 "Paix, Justice" en répondant aux besoins de ses clients et Patrick Pouyanné, patron de Total, a reçu le "SDG Pioneers award" en 2017¹⁵. Total a été classé en 2021 troisième entreprise mondiale, avec une cote de 97/100, par BloombergNEF (Bloomberg, partenaire du site vitrine des ODD, Global goals)¹⁶.

Et l'économie sociale dans tout ça ?

Ces dernières années, venant de plusieurs partenaires ou financeurs, il est proposé/demandé/suggéré avec insistance d'intégrer les ODD dans le travail de l'économie sociale ou d'indiquer dans quels ODD se situent des démarches et actions entreprises par les acteurs de l'ES. L'économie sociale peut alors être utile aux gouvernements pour remplir leurs objectifs. Ces demandes s'intègrent dans la volonté politique (et onusienne) que les entreprises, la société civile, s'investissent dans les ODD. Il est question le plus souvent de *reporting*, d'outils de mesures et de réflexion sur les indicateurs liés aux ODD.

Il existe d'ailleurs des outils dont les entreprises d'économie sociale peuvent se saisir pour évaluer leurs actions au regard des ODD. Utiles dans une perspective de *reporting*, de diagnostic ou de pilotage interne, ils comportent cependant des risques dans la lignée des critiques émises.

Le premier risque est d'être uniquement un outil de communication sans approfondir les changements à instiller. L'économie sociale contribue fortement aux préoccupations sociales, aux conditions de travail et de bien-être mais a encore de chemin à parcourir, en tout cas pour certains de ses membres, la finalité environnementale et les limites planétaires. Le second est de favoriser la standardisation entre les entreprises d'économie sociale aux réalités parfois très éloignées. Le troisième risque est de faciliter la comparaison et, par la suite, la mise en concurrence des entreprises d'économie sociale avec les entreprises privées lucratives qui peuvent mesurer ce qui les arrange en omettant les informations et ODD problématiques.

Depuis sa création et encore aujourd'hui, l'économie sociale œuvre dans la droite ligne des ODD, bien avant que ceux-ci existent. C'est d'ailleurs, en partie, pour s'attaquer aux défis exprimés par les ODD que l'économie

sociale a émergé. Il peut s'avérer un peu saugrenu voire anachronique de demander aujourd'hui comment l'ES répond aux ODD.

Parallèlement, pour toutes les raisons évoquées plus tôt, il existe des incohérences à s'intégrer dans tous les ODD alors que certains d'entre eux sont en contradiction avec des valeurs de l'ES. Si des avancées existent sur certains points dans les politiques publiques, la demande principale réside surtout dans la contribution à des indicateurs, plus qu'à la contribution de l'ES dans la construction de mesures qui permettent de répondre aux ODD.

Pour l'ES, aujourd'hui, comme depuis longtemps, le défi réside principalement dans la capacité à travailler sur les contradictions entre les ODD, sur la manière de construire un modèle économique qui permette à chacune et chacun de vivre décemment tout en intégrant les défis environnementaux (dérèglements climatiques, limites planétaires...) et les enjeux de droits humains. C'est un chantier difficile mais qui est une réelle contribution à des objectifs globaux et planétaire de développement durable.

Conclusion

La situation mondiale en matière de préoccupations sociales et environnementales évolue de manière contrastée : des avancées significatives se manifestent sur certains aspects, tandis que d'autres reculent. Cela reflète une dynamique constante à travers le temps. Bien que des progrès notables soient réalisés, ils restent largement insuffisants face aux attentes et aux besoins. Le rôle réel des ODD dans ces mutations ont plus à voir avec les mobilisations citoyennes et aux prises de position scientifiques qu'avec l'agenda 2030. La situation climatique chaque année plus catastrophique et chaque dépassement des limites planétaires contribuent aussi à modifier les consciences et les politiques. Les ODD s'inscrivent dans ce contexte et il est tout à fait pertinent et nécessaire que cette feuille de route existe parce qu'elle montre un consensus qui va dans le bon sens pour une série d'enjeux actuels. La Déclaration Universelle des Droits humains ne garantit nullement aujourd'hui que chaque humain bénéficie de l'ensemble de ces droits, mais sans elle, ce serait bien pire. Les ODD ont leur utilité même si cela reste de l'ordre du discours parce qu'ils contribuent à construire un récit commun sur la nécessité d'une transformation sociale et environnementale à la hauteur des espoirs des populations et des enjeux planétaires.

Pour les entreprises d'économie sociale, aussi, les ODD peuvent être utiles, principalement comme outil de pilotage interne comme d'autres méthodes existantes. Par contre, il importe d'évaluer en amont l'usage qui en sera fait tant au sein de la structure que par d'autres L'envisager uniquement dans une perspective communicationnelle comporte un risque majeur d'utilitarisme par d'autres organismes et de fragilisation de l'économie sociale.

-
- ¹ Source des chiffres cités : Oxfam France "La pauvreté dans le monde n'est pas une fatalité" <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/la-pauvrete-dans-le-monde/> consulté le 31 mai 2024.
- ² *Ibid.*
- ³ Pour plus d'informations : [Le site de l'ONU sur les OMD](#) et "Les Objectifs du Millénaire pour le développement" : Wikipédia https://fr.wikipedia.org/wiki/Objectifs_du_mill%C3%A9naire_pour_le_d%C3%A9veloppement
- ⁴ L'ensemble des ODD avec cibles et indicateurs sont disponibles sur le site de l'ONU https://unstats.un.org/sdgs/indicators/Global%20Indicator%20Framework%20after%202021%20refinement_Fre.pdf
- ⁵ Le rapport est disponible ici <https://www.sdgs.be/fr/examen-national-volontaire-envvr>
- ⁶ Lire notamment Timothée Parrique abordant cet aspect du rapport du GIEC <https://timotheeparrique.com/le-giec-entree-la-strategie-de-la-croissance-verte/>
- ⁷ Santé et environnement : vers une nouvelle approche globale. Sous la direction de Nicolas Senn, novembre 2022. Disponible en ligne <https://www.revmed.ch/livres/sante-et-environnement/partie-5-enjeux-environnementaux-systeme-de-sante-et-politiques-publiques/38-les-objectifs-de-developpement-durable-odd-la-sante-et-le-bien-etre/interets-et-limites-des-odd#tab=tab-shop>
- ⁸ Pour lire une critique sur cet aspect, lire notamment cet article https://www.africavenir.org/fr/newsdetails/archive/2015/june/article/grand-developpement-mdgs-and-sdgs-in-sub-saharan-africa-a-bayo-ogunrotifa.html?tx_ttnews%255Bday%255D=04&cHash=ea845092cde167551dd92bdb12949e44
- ⁹ Discours d'Antonio Guterres le 17 juillet 2023 <https://press.un.org/fr/2023/ecosoc7139.doc.htm>
- ¹⁰ Exemple avec la cible 2.3 de l'ODD 2 "*doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires*" <https://fondation-farm.org/petits-producteurs-echec-aux-odd/>
- ¹¹ Biermann, F., Hickmann, T., Sénit, C. A., Beisheim, M., Bernstein, S., Chasek, P., ... & Wicke, B. (2022). Scientific evidence on the political impact of the Sustainable Development Goals. *Nature Sustainability*, 1-6
- ¹² *OOD publics ou GG privés ?* par Barbara Adams <https://www.globalpolicywatch.org/blog/2015/09/25/public-sdgs-or-private-ggs/>
- ¹³ *Les ODD, symboles d'un développement par et pour les multinationales ?* par Mathieu Paris <https://multinationales.org/fr/enquetes/impunite-made-in-europe/les-odd-symboles-d-un-developpement-par-et-pour-les-multinationales>
- ¹⁴ <https://www.veolia.com/fr/rapport-activite-integre-2017/veolia-engagement-odd-2030>
- ¹⁵ <https://unglobalcompact.org/sdgs/sdgpioneers/2017>
- ¹⁶ <https://www.agenceecofin.com/compagnies/2904-87690-total-classe-au-troisieme-rang-des-entreprises-les-plus-soucieuses-du-respect-des-objectifs-de-developpement-durable>



Ce texte vous parle, nos idées vous interpellent ? C'est le but !

Cette analyse s'inscrit dans notre démarche de réflexion et de proposition sur des questions qui regardent la société. Si vous voulez réagir ou en discuter avec nous au sein de votre groupe, de votre espace, de votre entreprise, prenons contact. Ensemble, faisons mouvement pour une alternative sociale et économique !

N'hésitez pas à nous contacter : info@saw-b.be ou 071 53 28 30

À la fois fédération d'associations et d'entreprises d'économie sociale, agence-conseil pour le développement d'entreprises sociales et organisme d'éducation permanente, SAW-B mobilise, interpelle, soutient, et innove pour susciter et accompagner le renouveau des pratiques économiques qu'incarne l'économie sociale. Au quotidien, nous apportons des réponses aux défis de notre époque.

Rédaction : Joanne Clotuche

Relecture : Quentin Mortier, Jean-François Herz et Hugues De Bolster

Illustration : Image générée par IA